

Objet : Synthèse des sondages de la semaine

I. SONDAGE IFOP/SIG DU WEEK-END

1) 52% des Français jugent le nouveau gouvernement est « une bonne équipe pour gouverner la France »

Les catégories populaires semblent davantage convaincues par la nouvelle équipe que les CSP+ (54 contre 48%) ; les urbains, en particulier les parisiens, sont plus convaincus que les ruraux (55 contre 49%).

Si les sympathisants de droite sont nettement moins convaincus que la gauche, ils n'en sont pas moins 42% à considérer positivement ce gouvernement. A gauche, 87% des sympathisants PS jugent positivement le gouvernement, de même que 58% des EELV, 51% des sympathisants Front de gauche et 48% de la gauche radicale.

2) la baisse des charges annoncée pour les entreprises et les salariés modestes est très bien accueillie.

Elle est jugée comme allant « dans le bon sens » par les trois quarts des Français. Si les **catégories supérieures sont moins convaincues que les CSP-** (67 contre 77%), car moins directement concernées, ces mesures recueillent une **approbation transcendant les clivages partisans**. 75% à gauche estiment qu'elles vont dans le bon sens, y compris 59% de l'extrême gauche, de même que 75% au centre, et 78% des sympathisants UMP. 67% des sympathisants FN sont du même avis.

Surtout, ces mesures sont jugées efficaces pour relancer l'économie par une très nette majorité des français (56%), alors que traditionnellement, les scores dépassent rarement les 40% sur les critères « d'efficacité ».

Les plus pessimistes quant à la capacité de ces mesures à relancer l'économie sont les classes d'âge actives (53% des 35-64 ans), en particulier les salariés du privé (50%), et les catégories supérieures (48%). Alors que les parisiens (65%) sont optimistes, c'est moins le cas de la France urbaine de province (55%) et surtout de la France rurale (52%).

3) une adhésion de principe aux pistes de réforme des collectivités : cf. infra.

II. SYNTHÈSE DES PRINCIPAUX SONDAGES PUBLIÉS CETTE SEMAINE

1) Le Discours de Politique générale a convaincu, en particulier sur la compétitivité et la réduction des déficits.

Alors que son premier JT en tant que PM n'avait (selon BVA) convaincu que 4 français sur 10, l'exercice du DPG a incontestablement été réussi. **55% des français ayant vu ou entendu parler ont été convaincus** (l'impact médiatique en UBM du discours est le double de celui de JM Ayrault, et équivaut à une exposition de chaque Français 17 fois). 77% des sympathisants de gauche ont été convaincus, et 36% des sympathisants de droite.

A noter que **ces chiffres sont sensiblement meilleurs que ceux recueillis à la suite des précédents discours de politique générale** : celui de F. Fillon en 2007 avait été jugé convaincant par 49% des sondés (contre 34%) ; 52% contre 37% avaient jugé le DPG de Ayrault convaincant.

De manière plus détaillée, **51% des français jugent que Manuel Valls sera un PM efficace pour « améliorer la compétitivité de la France », et 49% pour « réduire les déficits publics ».**

Quant à la **justice sociale** (38% « permettre plus de justice sociale ») et le **chômage** (35% « réduire le chômage »), les Français sont certes minoritaires à le juger efficace, mais les **scores obtenus sont loin d'être mauvais compte tenu de la dureté des questions.**

Signe qu'il **s'installe dans ses habits de chef de la majorité aux yeux des sympathisants de droite**, le jugement sur son efficacité fait l'objet de **clivages partisans marqués** : il convainc largement à gauche (72% sur la compétitivité, 71% sur les déficits, 56% sur la justice sociale, 53% sur le chômage), beaucoup moins à droite (22 à 36% selon les items).

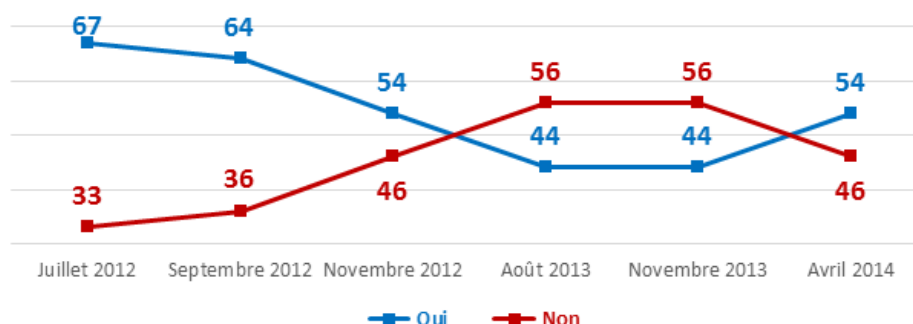
2) Peut-on pour autant parler de « choc de confiance » ?

Quelques sondages tendent à accréditer l'idée.

- D'abord, une **progression de 6 points de la cote de popularité du PM** après le DPG (LH2, 62%, contre 56 juste avant).

Institut	CSA	OpinionWay	LH2	Ifop/PM	TNS Sofres	LH2
Date fin terrain	02-avr-14	05-avr-14	04-avr-14	05-avr-14	07-avr-14	11-avr-14
Type de question	Confiance	Action	Opinion	Action	Confiance	Opinion
Opinion positive	41%	47%	56%	58%	46%	62%  +6
Sympathisants socialistes	74%	72%	85%	82%	72%	90%  +8
Opinion négative	47%	43%	41%	37%	41%	37%  -4

- Ensuite, une **inversion significative de la tendance** mesurée sur la propension des Français à « faire des efforts pour redresser les comptes du pays » : **54% se déclarent prêts à de nouveaux efforts, soit 10 points de plus qu'en novembre dernier**. C'est la première hausse constatée de cet indicateur depuis juillet 2012. Fait remarquable : elle est **particulièrement portée par les catégories populaires** : +28 points pour les ouvriers, +13 pour les employés.



Seulement 42% des sympathisants du Front de Gauche et 47% de ceux du Front National y seraient prêts contre 60 à 74% dans l'électorat des partis de gouvernement. Si la propension à accepter des efforts reflue légèrement parmi les proches du PS (-2 points), elle **progresses très nettement parmi ceux de l'UMP (+17 points)** qui **quittent sans doute une position purement partisane** et sont maintenant davantage prêts à faire des efforts pour redresser les comptes publics, à l'équilibre desquels ils sont très attachés.

- Incontestablement, des signaux attendus ont enfin été donnés : sur la réduction des dépenses de l'Etat, la simplification du millefeuille territorial, sur la fin des hausses d'impôts... Sans doute est-il **nécessaire d'enfoncer le clou, notamment sur l'exemplarité (élus et administrations doivent montrer l'exemple sur les réductions de dépenses, cela doit être visible, y compris par des actes très symboliques)**. Mais pour la première fois, les Français semblent juger crédibles les réductions de dépenses annoncées. Il s'agira de faire attention à **maintenir ce niveau de crédibilité** alors que les médias ont d'ores et déjà commencé à traquer les erreurs et les mensonges, et surtout de **faire attention à ne pas franchir les « lignes rouges »** identifiées dans l'opinion.

3) Réforme territoriale : une adhésion de principe toujours forte, mais attention à la concrétisation

Sur le principe :

Les derniers sondages viennent corroborer des résultats plus anciens. Après plusieurs jours de couverture médiatique importante du sujet, **les deux tiers des français sont toujours favorables à la « suppression des conseils départementaux »** (entre 57 et 64%), **et à la « division par deux du nombre de régions »** (entre 53 et 59%).

Elles font l'objet d'un soutien qui transcende les clivages partisans (de 58% au Front de gauche à 73% chez les électeurs de Sarkozy, seule la fusion des régions ne recueillant pas la majorité chez les électeurs de Marine Le Pen).

Des réticences s'expriment en revanche plus fortement chez les **plus jeunes**, les **catégories populaires** (49% favorables seulement, dont 44% des employés) et bien sûr les **ruraux**, ces derniers étant plus attachés à l'échelon départemental (51% de favorables seulement).

Mais si les français adhèrent toujours au principe de « simplifier » l'administration territoriale, **à mesure que les annonces se précisent, la demande de clarification du millefeuille territorial se fait de moins en moins forte.**

En ce qui concerne les mesures concrètes envisagées :

- 39% des Français sont favorables à l'agrandissement de leur Région en y incorporant de nouveaux départements, contre 51% qui y sont défavorables.
- **36% sont favorables (54% contre) au regroupement de leur région avec une région limitrophe.**
- **29% sont favorables (60% contre) au regroupement de leur département avec une région limitrophe.**
- 13% contre 77% sont favorables à la disparition de leur région.

En ce qui concerne le redécoupage envisagé de certaines régions :

- 66% des habitants de Haute-Normandie (contre 28%) et 50% des habitants de Basse-Normandie (contre 47%) sont favorables à une fusion de leurs deux régions.
- 57% des habitants de Bretagne (contre 35%) et 48% des habitants des Pays-de-la-Loire (contre 37%) sont favorables à une fusion de leurs deux régions.
- 45% des habitants de Lorraine (contre 48%) et 31% des habitants d'Alsace (contre 61%) sont favorables à la fusion de leurs deux régions.

4) La baisse des charges sur les bas salaires et son impact économique attendu.

Pour **63% des français**, la baisse annoncée sur les cotisations sociales des salariés (« qui se traduira par une augmentation qui pourra atteindre 500 euros par an pour les salariés au smic ») est jugée « **une bonne chose pour relancer l'économie française** ».

Tous âges et toutes catégories socioprofessionnelles (CSP+ et -, indépendants, salariés du public comme du privé) témoignent de la même approbation. Politiquement, tous les électorsats sont plutôt satisfaits de cette mesure, même si les électeurs Hollande (82%) et Bayrou (67%) sont nettement plus optimistes quant à son impact sur l'économie que les électeurs Mélenchon (57%), Sarkozy (55%) et Le Pen (46%).

C'est donc un **premier signe attendu par la France « du travail »**, qui pourrait être **inséré dans un discours plus global et cohérent à l'intention des « classes moyennes »** qui se vivent comme laissées pour compte de la politique menée depuis 2 ans (sont en particulier mentionnées la hausses de la fiscalité ; la re-fiscalisation des heures supplémentaire ; et la réforme abandonnée du statut symboliquement important d'auto-entrepreneur).

5) Politiques de l'emploi : un fort soupçon d'inefficacité et des demandes dures.

17% seulement des Français pensent que **l'argent public consacré chaque année à la politique de l'emploi est utilisé de manière efficace**, contre 83% de manière inefficace.

Interrogés sur la **confiance envers les différents acteurs pour réduire le chômage**, les Français ne mentionnent **l'Etat qu'à 5%**, les collectivités locales à 22% et les **entreprises à 51%**. Ce résultat conforte un retournement de long terme observé à travers plusieurs indicateurs faisant de **l'entreprise le lieu principal de création d'emploi et de richesses** (ce dans tout le spectre politique, y compris à gauche).

Cette double grille de lecture (trop de gaspillage/d'assistanat d'une part ; plus de place laissée aux entreprises d'autre part) entraîne logiquement des **demandes de politiques** :

- **favorables aux entreprises** (à la question « quelles doivent être les priorités de la politique de l'emploi pour réduire le chômage », la première réponse est : « *réduire des charges* » - et toutes plutôt que les seuls bas salaires) ;
- **et punitives pour les chômeurs** (2^{ème} réponse : « *contraindre les demandeurs d'emploi à accepter les emplois proposés* » ; 4^{ème} réponse : « *réduire les allocations chômage ou les verser moins longtemps* ») - même si ces réponses font naturellement apparaître un clivage droite/gauche assez marqué.

La demande d'action « positive » de l'Etat n'apparaît qu'après (3^{ème} réponse : « *rendre la formation professionnelle plus performante* » ; 5^{ème} : « *mettre des freins aux licenciements* »).

6) **L'écotaxe doit être mise en œuvre, mais après une « remise à plat ».**

55% des français souhaitent que le gouvernement « mette en œuvre l'écotaxe en la réaménageant », contre 43% qui souhaitent son abandon pur et simple. Les partisans de la mise en œuvre sont surtout les plus âgés (69% des plus de 65 ans), CSP+ (59%), électeurs de Mélenchon (75%) et de Hollande (69%), alors que les plus jeunes et CSP- y sont majoritairement opposés (54% et 55%), de même que l'électorat de Marine Le Pen (71% contre).

Dans le Nord-ouest de la France, l'opinion est partagée à 50/50 sur la question, alors que les autres régions penchent pour une mise en œuvre (la région parisienne beaucoup plus nettement que les autres, à 59%).

7) **Questions politiques : pas de concurrence Valls/Hollande dans l'opinion**

A ce stade, la « rivalité » ou la « compétition » déjà envisagée par la presse entre les deux têtes de l'exécutif n'existe pas aux yeux des français : **63% estiment bien que la politique de la France sera avant tout définie par François Hollande, contre 32% par Manuel Valls** (aucun clivage partisans sur le sujet)./.